



MINUSCA

CONFERENCE DE PRESSE HEBDOMADAIRE DE LA MINUSCA
Mercredi, 24 août 2022

Textes

- Aissetou SANOGO, cheffe du bureau de la MINUSCA à Paoua
- Vladimir MONTEIRO, porte-parole de la MINUSCA

PORTE-PAROLE DE LA MINUSCA

- La conférence de presse de ce mercredi 24 août est presque entièrement consacrée aux préfectures, avec notamment nos deux invités que sont le préfet de l'Ouham-Pendé, Dieudonne YOUNGAINA et le préfet par intérim de Lim-Pende, Martin KOSSI. Ils sont accompagnés de la cheffe du bureau de la MINUSCA à Paoua, Aissetou Sanogo.
- Dans la Nana-Mambéré, l'actualité a été marquée par la visite de la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en République centrafricaine, Valentine Rugwabiza, les 22 et 23 août. A Bouar, elle s'est entretenue avec le préfet de la Nana-Mambéré, Marcel Bagaza, les représentants des institutions étatiques, de la plateforme religieuse et des femmes leaders. La Représentante spéciale ainsi que le Commandant de la Force, Général Sidiki Daniel Traoré, ont notamment abordé la coopération et la collaboration avec les Forces armées centrafricaines (FACA) et les Forces de sécurité intérieure (FSI) et promis l'assistance de la MINUSCA notamment dans l'extension de l'autorité de l'Etat. La Représentante spéciale a toutefois souligné que « la MINUSCA est là en partenariat » et non pas en substitution des fonctions régaliennes de l'Etat centrafricain.

BUREAUX RÉGIONAUX

- En réponse aux rumeurs de la présence d'éléments armés dans les environs de Ndélé, les casques bleus du bataillon pakistanais et de la force de réaction rapide tunisienne de la MINUSCA mènent actuellement une série d'actions pour prévenir toute attaque, notamment des patrouilles. A ce stade, aucune présence d'éléments armés n'a été constatée mais la posture préventive est maintenue.
- Dans le Mbomou (est de la RCA), les opérations de désarmement et démobilisation (DD) menées par l'équipe mobile de l'Unité d'exécution du Programme National DDRR se poursuivent avec le soutien de la MINUSCA. A Bangassou, un total de 101 combattants, dont 17 femmes, éligibles au PNDDRR ont été désarmés et démobilisés (100 ex-combattants Anti-Balaka et 1 combattant ex-UPC). De même, 90 armes de guerre, 4500 munitions et 10 grenades ont été collectés. L'équipe mobile de l'UEPNDDRR se trouve actuellement à Rafai où elle a démarré les opérations DD avant de se rendre à Gambo et Ouango. Les opérations dans le Mbomou sont planifiées jusqu'au 5 septembre. La MINUSCA fournit un appui financier, logistique et sécuritaire à ces opérations dans le Mbomou, les premières dans ces localités depuis le lancement du programme national de DDRR en décembre 2018.

- Au cours de la semaine sous revue, le bureau de la MINUSCA à Kaga-Bandoro a mené une sensibilisation dans le quartier Ngobo, au sud de la ville de Mbrès auprès de 110 personnes dont 72 femmes. Cette sensibilisation visait à renouer les liens sociaux entre les retournés et la communauté d'accueil afin de faciliter une coexistence pacifique.

CHEFFE DU BUREAU DE LA MINUSCA A PAOUA

Bonjour Messieurs et Mesdames les participants, et journalistes, Je suis Mme SANOGO Aissetou, Cheffe de Bureau de terrain de la MINUSCA Paoua et je représente la Cheffe de la MINUSCA et Représentante Spéciale du Secrétaire Général des Nations Unies, Madame Valentine RUGWABIZA. Cette conférence de presse qui se tient aujourd'hui depuis Paoua, est une première qui nous réjouit fortement. Je tiens à remercier vivement la Division de l'information publique pour cette invitation.

Dans ce contexte, j'ai l'honneur d'avoir à mes côtés les deux principales autorités locales, à savoir le préfet de l'Ouham-Pendé et le préfet intérimaire de Lim-Pendé. Au nom de la Cheffe de la MINUSCA, je remercie spécialement le préfet de Ouham-Pendé qui a répondu toute affaire cessante à l'invitation en se déplaçant de Bozoum situé à 120 km de Paoua, sans escorte et dans les conditions sécuritaires incertaines, pour nous honorer de sa présence.

En effet, depuis la nouvelle loi de janvier 2021, la préfecture a été scindée en deux préfectures : le Ouham-Pendé, et la Lim-Pendé. Donc le Bureau de Paoua est tenu de couvrir ces deux zones de responsabilité avec un total de 09 sous-préfectures.

La MINUSCA dont le mandat découle de la résolution 2605 du 12 Novembre 2021 contribue à aider l'Etat Centrafricain à créer les conditions politiques, les conditions de sécurité et les conditions institutionnelles pour une réconciliation nationale, une paix durable et l'élimination de la menace des groupes armés.

La MINUSCA met en œuvre ce mandat en parfaite coordination et étroite collaboration avec les agences des Nations Unies présentes ici dont le PNUD, l'OCHA en charge de la coordination humanitaire, le Programme Alimentaire Mondiale, l'Organisation Internationale de la Migration/OIM, le Haut-Commissariat aux réfugiés /UNHCR, le Haut-Commissariat aux droits de l'Homme HCDH intégré dans la MINUSCA.

La MINUSCA est composée des sections civiles essentielles civiles, de la police des Nations Unies et la force dont deux contingents camerounais et bangladaï qui appuient les forces centrafricaines.

Contexte politique : Principales évolutions dans le secteur Ouest : appui au processus de paix avec la mise en œuvre de l'APPR-RCA et aux élections politiques

Depuis la signature de l'APPR-RCA du 06 février 2019, il y'a eu des avancées dans sa mise en œuvre. MINUSCA Paoua a apporté son appui au programme national du DDR, à la mise en place et le fonctionnement des mécanismes locaux pour le suivi de l'Accord (CMOP à Bocaranga) et le CTS à Paoua. Et avec la division de la préfecture, ces mêmes organes ont été mis en place à Bozoum avec les mêmes objectifs.

La particularité de Paoua est la construction du camp des USMS. Il convient de rappeler qu'au 17 octobre 2020, le nombre d'éléments des USMS était estimé à 267. Cependant, les populations locales

attendent que ces USMS soient opérationnelles pour accomplir ces missions selon l'Accord du 6 février 2019 et les décrets de 2019 portant régime juridique spécial des USMS.

Les élections présidentielles et législatives du 27 décembre 2020 bien qu'organisées dans un contexte très tendu, ont pu se tenir avec l'appui du bureau de terrain. Ces dernières élections législatives ont démontré une forte représentativité de l'Ouham-pende et maintenant Lim-Pende au sein de l'Assemblée nationale, avec 15 Députés, soit un peu plus de 10% de la représentation nationale.

Cependant, aucune femme ne figure parmi ces 15 députés. Il y'a donc un réel défi à relever pour les femmes prennent part aux prochaines élections locales comme candidates et participent à la gestion de la chose publique.

La situation sécuritaire : Défis posés par les groupes armés et autres éléments armés incontrôlés dans le secteur ouest

D'une manière générale, dans les deux préfectures de Lim-Pendé et Ouham-Pendé la situation sécuritaire a été toujours émaillée d'incidents à cause de plusieurs facteurs :

- D'abord la présence des groupes armés essentiellement les 3R beaucoup plus actifs dans la préfecture de L'Ouham Pende particulièrement à Bocaranga, Kouï et Ngaoundaye. Ils attaquent souvent les positions des FACA, posent les engins explosifs sur les axes et détruisent les ponts.

- Ensuite les éléments armés MPC/FPRC menant des activités criminelles tel que le vol de bétail au nord et au nord-est de Paoua dans la préfecture de Lim Pende.

- Durant la saison sèche la venue des éleveurs transhumants du Tchad et du Cameroun souvent armés sans respect des corridors de transhumance convenus entre la RCA et ses pays voisins pose des soucis sécuritaires.

Mais depuis le mois d'avril 2022, la tendance actuelle, est que la situation sécuritaire s'est significativement améliorée. Surtout après les opérations de domination de terrain (JADM) des forces de la MINUSCA dans les zones réputées comme étant le fief des 3R (Bocaranga, Kouï, Ngaoundaye) entre le 27 mars et le 8 avril 2022.

Il convient de noter que dans ces zones, les 3R avaient multiplié les attaques sur les bases des FACA surtout entre fin décembre 2021 et Mars 2022. Ces attaques étaient suivies de pose des mines sur les axes pour empêcher les opérations de poursuite des FACA (5 cas entre le 16/12/21 et le 9/4 /22 seulement).

Les incidents liés à la transhumance ont diminué avec le départ des transhumants depuis de début de la saison pluvieuse.

Le défi majeur est la présence et l'éparpillement des 3Rs dans le secteur Ouest. La MINUSCA continue malgré les difficultés d'accès, les opérations de nettoyage de ces axes pour faciliter la libre circulation des personnes et des biens, les interventions des humanitaires et les patrouilles des Forces.

Toutefois, outre les groupes armés, il y'a la présence d'éléments incontrôlés agissant en dehors de tout organisation militaire constituée, dirigée et reconnue comme telle.

La circulation des armes rend les axes assez dangereux pour la libre circulation des personnes et des biens, et est facteurs de nombreux braquages. Les acteurs humanitaires ont souvent été victimes.

Approche du Bureau pour la réduction durable de la présence des groupes armés et de la menace qu'ils représentent

Selon la Stratégie globale de la Mission, le bureau de terrain de Paoua doit contribuer à réunir les conditions politiques, sécuritaires et institutionnelles pour la réconciliation et la paix. A cet effet, le Bureau procède pour réduire la présence des groupes armés et la menace qu'ils représentent par :

- (A) L'Appui à la mise en œuvre de l'Accord Politique pour la Paix et la Réconciliation et au dialogue local ;
- (B) La protection des civils dans certains endroits devenus inaccessibles en raison de l'état des routes
- (C) Le renforcement de l'autorité de l'Etat ;
- (D) La Promotion et la protection des droits de l'homme et lutte contre l'impunité ;
- (E) Elections locales : Appui à la représentativité des femmes dans les prochaines institutions décentralisées au niveau local (conseil municipal et conseil régional)

(A) Appui à la mise en œuvre de l'Accord Politique et le dialogue local

Pour contribuer au succès de l'Accord Politique pour la Paix et la Reconciliation du 6 février 2019, Le Bureau s'attèle à :

- Fournir un appui technique et politique aux mécanismes de mise en œuvre et suivi (CMOP et CTS),
- Renforcer la collaboration avec les autorités locales et les communautés afin de renforcer la confiance et le vivre-ensemble.

Dans le cadre du dialogue local, un accent particulier est mis sur la réduction des conflits pendant la période de la transhumance. Le bureau apporte ses bons offices pour renforcer le dialogue entre les acteurs locaux dans la zone de couverture pour éviter les tensions, qui impactent les communautés locales, en nous appuyant sur les comités locaux de paix mis en place par le ministère de l'action humanitaire et la réconciliation nationale.

Concernant la transhumance, il s'agira également de renforcer le dialogue transfrontalier entre les autorités de Lim-Pendé et celles de Nya-Pendé (Tchad) qui avaient déjà entamé des rencontres en décembre 2019, pour les reprendre en juin 2022. Ces autorités ont librement consenti à se rencontrer et veiller conjointement à la libre circulation des personnes et des biens à la frontière de Bembere et de régler pacifiquement les tensions qui surviendraient entre leurs communautés respectives. Cet engagement mérite un appui considérable.

En perspective, sur le cycle 2022-2023, le bureau entend placer la question de la transhumance au cœur de son action en proposant un nouveau paradigme pour un déploiement apaisés de la transhumance à travers la construction de points d'eau, d'abreuvoirs dans les 2 principaux couloirs de transhumance et surtout de dotation des sous-comités de groupements d'intérêts agropastoraux et d'intérêts pastoraux implantés dans les zones proches des couloirs en pharmacie vétérinaire.

Mener des réflexions avec les maires des communes d'élevage pour la création de marchés à bétail afin de faciliter les échanges entre éleveurs et agriculteurs

(B) La protection des civils dans les endroits rendus inaccessibles en raison de la dégradation des voies de communication (UN REEL DEFI)

Pour la mise en œuvre de la stratégie de protection des civils le Bureau se heurte aux défis suivants : inaccessibilité aux communautés à cause des ponts endommagés à travers les deux préfectures. Les patrouilles de la Force et les escortes des humanitaires sont quasiment difficiles. Après l'opération de domination de terrain de mars-avril 2022, les 3R se sont réfugiés dans des zones inaccessibles à cause des ponts détruits et y multiplient des exactions contre les civils (Bavara, Bilkare-Foulbe, Mbali).

Un autre défi est lié aux engins explosifs sur certains axes. L'opération de balayage qui était prévue pendant le JADM n'a pas pu couvrir toutes les zones visées à cause du problème de ponts endommagés. Il est important et nécessaire qu'un nettoyage systématique d'engins explosifs soit planifié dans les zones suspectes à travers les deux préfectures.

La réhabilitation des ponts : en parfait accord avec la vision stratégique de la Cheffe de la MINUSCA, le bureau est en voie d'apporter son appui pour la réhabilitation d'un certain nombre de ponts, dont la dégradation empêche les patrouilles des forces pour éviter qu'en raison de cette dégradation, les éléments armés des 3R et les groupes de bandits profitent pour commettre des exactions sur les populations. Toutefois, cette approche nécessitera l'appui des Agences des Nations Unies (UNOPS, OIM) mais également l'appui financier des partenaires internationaux

Une posture robuste de la Force dans ces zones rendues accessibles à la suite de la réhabilitation des ponts permettra de déloger les 3 R : Ce sont par exemple les communes de Bimbi (sous-préfecture de Paoua, avec le pont Nana-Passeur), de Kowone (sous-préfecture de Ngaoundaye où deux ponts endommagés empêchent la force du TOB de Ndim d'accéder à Kowone), de Bilkare-Foulbe (sous-préfecture de TALEY avec un pont détruit par les 3R empêchant le TOB de Bozoum de déployer des patrouilles)

La collaboration entre la Force et les FACA est nécessaire pour lutter contre l'insécurité dans les zones reculées et prévenir l'usage des engins explosifs. Des ateliers seront organisés sur la collaboration assistants civils servant de liaison avec les communautés / assistants de liaison communautaires et les forces et sur l'actualisation des plans de protection communautaires

Redynamisation et renforcement des capacités des réseaux d'alerte précoce en vue de mettre en place des mécanismes plus rigoureux de protection des civils

Dialogue et la réconciliation

Appui des comités locaux de paix et de réconciliation en vue d'une meilleure gestion des conflits communautaires : Conflits éleveurs et agriculteurs, jeunesse et les FACA et FSI, conflits ethniques (élaboration de leur plan d'action 2022-2023)

Appui à la relance socioéconomique des femmes et jeunes filles affectées par les conflits armés -projet à impact rapide (Qip) en cours d'implémentation. Remise prévue pour le jeudi 25 août 2022 – Objectif : autonomiser ces femmes et atteindre ainsi les familles.

Mise en place en 2022, à Bocaranga d'un comité de suivi des personnes déplacées internes (IDPs) et des personnes retournées afin de favoriser le rapprochement communautaire après plusieurs incidents se rapportant à leur rejet par les populations autochtones

Sur le cycle 2022-2023, le bureau entend, si les ressources le permettent, de mettre en œuvre 1 Qip de champ école paysanne et dotation en bœufs attelés au profit des femmes IDPs de Bocaranga.

(C) La restauration et l'extension de de l'autorité de l'Etat (RESA)

Le bureau tient un état régulier avec les autorités locales, de la présence des fonctionnaires. La cartographie ou mapping permet d'indiquer que les fonctionnaires et agents de l'Etat des chefs-lieux de préfecture de Lim-Pendé et Ouham-Pendé sont à 95% à leurs postes.

Le défi reste les zones reculées ou l'administration peine à se déployer en raison de l'absence totale d'infrastructures et des services sociaux de base.

Afin d'apporter des solutions à ce déficit, les projets à impact rapide constituent un puissant moyen de soulagement des populations. Ainsi, sur le cycle 2021-2022, le Bureau a réhabilité et équipé un bâtiment administratif (Building administratif de Paoua) et deux mairies (Nana-Barya et Paoua), Elle a aussi construit et équipé une mairie (Pougol).

L'impact de ces projets sur les communautés est indéniable. Elles ne cessent de témoigner leur gratitude à la MINUSCA : facilitation de l'établissement des actes d'état civil dans les localités concernées, les populations sont déchargées des nombreux voyages dans les chefs-lieux de préfecture et les charges qui en découlent, des emplois locaux sont créés surtout au profit de la jeunesse, les opérations de vote et de centralisation des résultats auront lieu dans les lieux plus conventionnels et sécurisés.

Les nouvelles autorités préfectorales de Lim-Pendé et ainsi que les responsables des services déconcentrés disposeront désormais de bureaux adéquats (Building administratif de Paoua), déjà occupés par les inspecteurs centraux de l'environnement et de la fonction publique.

La capacité opérationnelle des FSI a été renforcée avec l'appui technique et logistique de la UNPOL. La police et la gendarmerie de Paoua a eu la dotation en matériel informatique. Le commissariat a été clôturée, la gendarmerie de Bemal a été construite et bénéficie de deux engins roulants dont des motos, pour mener les activités de police judiciaire.

Pour renforcer la chaîne pénale, la prison de Paoua a été réhabilitée et elle bénéficiera bientôt d'une clôture sur fond QIP pour la sécurisation. Les capacités des agents pénitentiaires sont continuellement renforcées avec l'appui technique des agents de la MINUSCA en collocation en prison. Pour la réinsertion sociale des prisonniers, un projet agricole a été exécuté par le Bureau.

Promotion et protection des droits de l'homme et lutte contre l'impunité

Le Bureau contribue à la formation des membres des forces de défense et de sécurité, des USMS, des agents pénitentiaires en matière de droits de l'Homme et de droit international humanitaire.

Le Bureau continue à prévenir et à faire le monitoring des violations et les atteintes aux droits de l'homme

Le Bureau signale les violences sexuelles basées sur le genre et les violations graves des droits des enfants, ainsi que l'incitation publique à la violence

Le bureau soutient les associations locales de défense des droits de l'homme, incluant les radios locales (Paoua, Bozoum, Bocaranga) et les Forums des droits de l'homme de Paoua, Bocaranga et de Bozoum. Le bureau entend faciliter la mise en place de deux autres forums des droits de l'homme (Ndim-Ngaoundaye et Bossemptele).

(D) Elections locales : appui à la tenue d'élections apaisées et à la participation accrues des femmes

Depuis 1988, la RCA va connaître des élections locales afin que les électeurs puissent se choisir librement leurs conseillers municipaux et conseillers régionaux. Pour ce faire, le bureau a apporté son appui technique aux nouveaux démembrements pour la réussite des prochaines opérations électorales.

Le bureau met en œuvre des activités de terrain pour sensibiliser aussi largement que possible les populations en vue de la tenue d'élections crédibles, transparentes, inclusives et apaisées.

De façon spécifique, le Bureau renforce les capacités des femmes candidates, afin qu'elles soient libres et capables de concourir au même titre que les hommes. Cette approche devrait être également appuyée par les agences des Nations Unies (PNUD, ONUFEMMES), l'UA, la CEEAC, les Organisations Internationales et les ONG impliquées dans les élections.

© SCPI 2022